

École des Prunus.

Non à l'inclusion scolaire systématique et forcée

Lundi midi, ils étaient une quarantaine de personnes du corps enseignant des écoles du Val d'Hazey, de Saint-Aubin-sur-Gaillon, et de Sainte-Colombe-près-Vernon à s'être rassemblée devant l'école des Prunus située à Aubevoye. Était aussi présent le maire Philippe Collas.

Cette mobilisation répondait à l'appel du syndicat Force Ouvrière de l'Eure.

"Depuis le début de l'année scolaire, l'école fait face à une situation particulière qui a fait l'objet de plus de 40 fiches RSST (registre santé sécurité au travail) auprès de l'administration et aussi à la rédaction d'un registre de Danger Grave et Imminent (DGI) vendredi dernier", a souligné le syndicat dans le tract diffusé pour l'organisation du rassemblement en soutien aux enseignants concernés.

Ils demandaient des moyens efficaces pour assurer la santé et la sécurité au travail de leurs collègues. **"Cette situation est liée à l'impact de l'inclusion scolaire systématique et forcée d'un élève. Depuis plus de trois mois, l'alerte est donnée mais l'administration ne prend pas les mesures nécessaires pour faire cesser cette situation dramatique"**, a précisé le syndicat.

Un manque de moyens

Le 25 janvier, à Paris, parmi les revendications du syndicat FO, figurait le manque de moyens face à l'inclusion scolaire systématique et forcée.

De plus en plus d'enseignants et de professeurs seraient face à une impasse entre la scolarisation forcée et le manque de moyens, ce qui dégraderait les conditions de travail. **"Il faut trouver du temps, de l'accompagnement et le bon établissement. Il y a des choses qui peuvent être faites"**, a expliqué David Michel, délégué du SNUDI FO à la Formation Spécialisée, en charge de la santé et la sécurité du travail des enseignants. Le syndicat espère obtenir rapidement des solutions de la part de l'administration.



Des enseignants se sont réunis devant l'école des Prunus, à Aubevoye, lundi midi, pour dénoncer l'inclusion scolaire systématique et forcée, après une énième alerte lancée concernant un cas particulier.